

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/WP.21
30 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2008

**DONNER UN NOUVEL ÉLAN AU TRAITÉ SUR
LA PRODUCTION DE MATIÈRES FISSILES**

Document de travail présenté par l'Allemagne

1. Les discussions de la Conférence du désarmement relatives à l'ouverture de négociations concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles ont pris une nouvelle ampleur ces dernières années. Toutefois, même si on considère généralement que la conclusion d'un tel traité est prioritaire, ces discussions ont aussi clairement montré les obstacles à franchir avant de pouvoir entamer un véritable processus de négociations:

- i) En premier lieu, il n'y a pas encore d'accord concernant un programme de travail pour la Conférence; l'existence de liens avec d'autres sujets à l'ordre du jour de la Conférence a jusqu'à présent empêché la création d'un comité spécial sur ce traité;
- ii) En second lieu, sur le fond, il subsiste des divergences essentielles notamment en ce qui concerne les questions du champ d'application et de la vérification du traité, ce qui pourrait créer des difficultés importantes à l'obtention d'un accord sur les termes d'un mandat de négociation.

Dans ce contexte, il est extrêmement important de saisir l'occasion qu'offre le projet de décision (document CD/1840 en date du 13 mars 2008) présenté par les Présidents de la session de 2008 de la Conférence du désarmement pour enfin lancer le processus de négociation, nonobstant les divergences persistantes concernant certains aspects essentiels (champ d'application, vérification) du traité.

2. Il n'est que temps de progresser en la matière. L'élaboration d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles reste la «prochaine étape logique» sur la voie du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Renforcer ces deux aspects du TNP peut présenter des avantages considérables, notamment si le traité:

- i) Respecte les engagements pris dans le cadre des principes et objectifs de 1995 et dans le document final de 2000 (limitant ainsi le risque important de dégradation du régime du TNP);

- ii) Apporte la preuve d'un engagement en faveur de négociations et de traités multilatéraux (en donnant ainsi un nouvel élan au TNP et au-delà);
- iii) Limite la course aux armements nucléaires et imprime un élan nouveau (et réaliste) au processus de désarmement nucléaire (contribuant ainsi à préserver l'intégrité du TNP);
- iv) Définit un dénominateur commun non discriminatoire imposant des obligations pratiquement égales aux États dotés d'armes nucléaires et aux États qui n'en sont pas dotés;
- v) Engage les États de facto dotés d'armes nucléaires;
- vi) Établit, lorsqu'il fait défaut, un principe de transparence applicable aux installations nucléaires existantes (permettant ainsi aux États dotés d'armes nucléaires de prouver qu'ils agissent de manière responsable, qu'ils sont comptables de leurs actes et qu'ils progressent sur la voie du désarmement nucléaire);
- vii) Constitue un «élément moteur» au service des politiques de sécurité des matières nucléaires (améliorant la sécurité, le contrôle et la comptabilité des matières fissiles) et réoriente les efforts internationaux (point d'autant plus important qu'il s'agit d'empêcher l'acquisition de matières fissiles par des acteurs non étatiques ou des groupes terroristes);
- viii) Contribue à la stabilité régionale, notamment en Asie du Sud, dans la péninsule coréenne et au Moyen-Orient;
- ix) Renforce la confiance entre les États dotés d'armes nucléaires grâce à une meilleure transparence et à un plafonnement de la production de matières fissiles (et éventuellement à une diminution des stocks existants).

3. Même en les entamant immédiatement, il faudrait un certain temps avant de conclure des négociations concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Pour donner un nouvel élan à l'élaboration d'un traité crédible et produire un effet positif sur le processus actuel d'examen du TNP, il convient de raviver l'intérêt politique pour ces questions et d'étudier les moyens permettant de parvenir rapidement à des résultats.

Dans les propositions qu'elle a présentées à la Conférence d'examen de 2005, l'Union européenne a déjà souligné la nécessité d'entamer immédiatement la négociation d'un traité sans condition préalable et a appelé à l'observation d'un moratoire, en attendant la mise en œuvre dudit traité. Il faut pour cela procéder par étapes afin d'obtenir rapidement des résultats tangibles et donc différer, pour examen à un stade ultérieur, la résolution de certains des principaux problèmes de fond sources de division, lorsque la confiance aura été renforcée et que les chances d'aboutir à des solutions acceptables et efficaces seront plus grandes.

4. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé d'adopter une approche graduelle/par étapes comprenant les éléments suivants:

- i) Une déclaration politique (à adopter aussi rapidement que possible) comportant:
- L'engagement d'arrêter la production de matières fissiles;
 - L'engagement d'adopter et d'assurer les mesures nécessaires à la sécurité, au contrôle et à la comptabilité des matières utilisables à des fins militaires;
 - L'engagement d'entamer (sans conditions préalables) des négociations sur un traité non discriminatoire et juridiquement contraignant sur l'arrêt de la production de matières fissiles, (assorti si possible d'une feuille de route).

Elle pourrait être établie à la Conférence du désarmement ou dans un autre cadre (une conférence internationale réunissant au moins les principaux États clefs, c'est-à-dire les États dotés d'armes nucléaires, les États de facto dotés d'armes nucléaires et les principaux États non dotés d'armes nucléaires possédant ou ayant la capacité de produire des matières utilisables à des fins militaires).

- ii) Un traité visant à l'arrêt de la production de matières fissiles, qui pourrait prendre la forme d'un traité-cadre intégrant la ou les normes de base et décrivant un processus graduel de mise en œuvre, avec au départ des mesures de transparence (échange d'informations sur les stocks existants; sécurité, contrôle et comptabilité; visites volontaires des installations pertinentes) et éventuellement des mesures prises à titre volontaire (déclaration des stocks en excès; aide/réduction de la menace; mise sous garanties des installations/des matières). Ce traité-cadre pourrait également établir un processus/un calendrier visant à une vérification plus stricte et à l'inclusion des stocks. Si la volonté politique le permet, ces négociations devraient idéalement être menées dans le cadre de la Conférence du désarmement.
- iii) Sur la base des engagements prévus aux termes de l'accord-cadre, des protocoles de mise en œuvre additionnels relatifs à l'élaboration d'un système de vérification effectif et à l'élargissement du champ d'application du traité pourraient être définis. Ils pourraient également porter sur des questions spécifiques additionnelles concernant par exemple l'utilisation de l'uranium fortement enrichi dans les réacteurs civils, les réacteurs navals ou le tritium. Cette troisième étape pourrait également être mise en œuvre à partir de l'exemple fourni par le régime de garanties (un ou plusieurs modèles d'accord pourraient être négociés sur la base de modalités bilatérales de mise en œuvre à conclure (dans un délai bien défini) entre l'AIEA et les différents États.

5. Tout en prônant une approche graduelle, il faudrait envisager de créer au sein de la Conférence du désarmement un groupe d'experts scientifiques chargé d'examiner les aspects techniques du traité. On respecterait ainsi la procédure suivie dans le cas du TICE, dont la phase de négociations avait également été précédée d'un intense processus de discussions entre experts dans le cadre de la Conférence. Le groupe d'experts envisagé pourrait être chargé d'examiner d'un point de vue purement scientifique des questions telles que l'éventail de matières visées par le traité et les moyens de renforcer la confiance conformément au traité.

6. «L'initiative pour le contrôle des matières fissiles» constitue également une idée très intéressante, qui pourrait s'inscrire dans le cadre de l'approche graduelle/par étapes proposée. Cette initiative, imaginée comme un arrangement multilatéral volontaire ouvert à tout pays détenteur de matières fissiles et applicable aux matières non visées par un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, est compatible avec les propositions susmentionnées. Ainsi, dans la première étape de l'approche graduelle (déclaration politique), les États pourraient s'engager à prendre une telle initiative parallèlement au traité puis en définir les objectifs et éventuellement les principes de base. Cette initiative, destinée à accroître la sécurité, la transparence et le contrôle des stocks de matières fissiles dans le monde et susceptible de compléter un traité visant principalement à interdire la production, pourrait même être mise en œuvre indépendamment du traité (afin d'obtenir rapidement des résultats) tout en s'inscrivant dans l'ensemble des efforts déployés pour parvenir à une solution globale.
